



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 25 FÉVRIER 2026
GEMEENTERAAD VAN 25 FEBRUARI 2026**

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

**Présents
Aanwezig**

Hatice Özlücanbaz, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Emir Kir, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Philippe Boïketé, Halil Disli, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Pascal Lemaire, Halit Akkas, Seydi Aktas, Matchozi Stéphanie Ngongo, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Filip Huyghe, Saïd Benhammou, Aynur Ünver, Yanti Vermeulen, Moustafa Daoud, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marie-Rose Laevers, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaresse*.

**Excusés
Verontschuldigd**

Ahmed Medhoune, Ismail Luahabi, Nouhayla Loukili, Gabriella Mara, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 Communication.

Prochaines réunions des commissions réunies :

- *Mardi 10 mars 2026 à 20h00 --> Code de déontologie + ROI Conseil*
- *Lundi 30 mars 2026 à 18h00 --> Plan climat*

Prochaine séance du Conseil communal :

- *Mercredi 25 mars 2026 à 20h00*

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling.

Volgende vergaderingen van de Samengestelde Commissies :

- *Dinsdag 10 maart 2026 om 20:00 --> Deontologische code + huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad*
- *Maandag 30 maart 2026 om 18:00 --> Klimaatplan*

Volgende vergadering van de Gemeenteraad:

- *Woensdag 25 maart 2026 om 20:00*

De Raad neemt kennis.

Mme la Présidente procède à un rappel du règlement d'ordre intérieur.
Mevr. de Voorzitter herinnert aan het huishoudelijk reglement.

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28 janvier 2026 ; Approbation.

Avant la lecture des résolutions du Conseil communal du 28 janvier 2026, il est porté à la connaissance de l'assemblée que, par arrêté ministériel du 30 janvier 2026, la décision du 26 novembre 2025 relative au Département des Sports – Piscine communale sise 23-27, rue Saint-François – portant adoption du règlement d'ordre intérieur, a fait l'objet d'une annulation partielle. Un courrier a été adressé par l'administration à l'autorité de tutelle à ce sujet et une réponse est actuellement attendue.

Par courrier du 10 février 2026, l'autorité de tutelle a invité l'administration à procéder à la correction de la délibération du 17 décembre par laquelle le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode a modifié son règlement-redevance relatif à la délivrance de documents administratifs.

L'administration a répondu à ce courrier en précisant que la délibération du 17 décembre 2025 fait référence à un taux de 10 %. Elle est, à ce jour, dans l'attente d'un retour de l'autorité de tutelle.

Il est également porté à la connaissance de l'assemblée que, par arrêté ministériel du 12 février 2026, l'arrêté du 29 janvier 2026 portant annulation de la décision du 17 décembre 2025 — par laquelle le Conseil communal avait adopté la révision du contrat de gestion entre la Commune et la Régie communale autonome — a été retiré.

Lecture des résolutions.

Approbation du procès-verbal de la séance du 28 janvier 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 28 januari 2026 ; Goedkeuring.

Voor de lezing van de besluiten van de Gemeenteraad van 28 januari 2026, wordt de vergadering op de hoogte gebracht dat, bij ministerieel besluit van 30 januari 2026, de beslissing van 26 november 2025 met betrekking tot de Dienst Sport – Gemeentelijk Zwembad gelegen aan de 23-27, rue Saint-François – die de aanname van het huishoudelijk reglement betrof, gedeeltelijk is geannuleerd.

Een brief is gestuurd door de administratie aan de toezichthoudende autoriteit hierover en een antwoord wordt momenteel afgewacht.

Bij brief van 10 februari 2026 heeft de toezichthoudende autoriteit de administratie uitgenodigd om de beschikking van 17 december te corrigeren, waarbij de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node zijn verordening inzake de heffingsregeling voor de afgifte van administratieve documenten heeft gewijzigd.

De administratie heeft op deze brief geantwoord en aangegeven dat de beschikking van 17 december 2025 verwijst naar een tarief van 10 %. Tot op heden wacht men nog op een reactie van de toezichthoudende autoriteit.

Daarnaast wordt de vergadering op de hoogte gebracht dat, bij ministerieel besluit van 12 februari 2026, het besluit van 29 januari 2026 tot annulering van de beslissing van 17 december 2025 – waarbij de Gemeenteraad de herziening van het bestuursovereenkomst tussen de Gemeente en de autonome gemeentelijke instelling had aangenomen – is ingetrokken.

Lezing van de besluiten.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van 28 januari 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PV 28.01.26.pdf

3 **DRU ; Service Mobilité ; Règlement pour le déploiement sur les voiries communales de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques.**

ARRÊTE CE QUI SUIT

Définitions

« Borne de recharge » : installation électrique ancrée dans le sol à laquelle un véhicule électrique peut être rechargé à vitesse de recharge normale ou accélérée (y inclut le matériel informatique physique contenant un ou plusieurs points de recharge), conformément aux exigences de la Règlementation applicable.

« Concession de service » : une concession de service signée entre un opérateur désigné conformément à la Règlementation applicable et la Commune et/ou la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga / et ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale ayant pour objet, entre autres, la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques sur le territoire de la commune ou dans la Région de Bruxelles-Capitale, en ce compris les spécifications techniques, règlements de procédures et autres documents annexés à ladite concession de service.

« Courrier » : courrier écrit envoyé sous pli recommandé ou tout autre moyen de communication prévu par la Règlementation applicable.

« Demande » : une demande d'installation et d'exploitation d'une infrastructure de recharge accessible au public introduite auprès du gestionnaire de voirie communale par l'opérateur en vue d'occuper la voirie communale, conformément à la Règlementation applicable.

« Exploitation » : tous les travaux à charge de l'opérateur en vue de la fourniture des infrastructures de recharges accessibles au public qu'il a installées. L'exploitation inclut l'entretien (e.a. la maintenance technique périodique préventive et le nettoyage, y inclus l'enlèvement des graffitis), la réparation des infrastructures de recharge installées et mises en service ainsi que la perception et la redistribution éventuelle des sommes perçues dans le cadre du déploiement des bornes de recharge conformément à la Règlementation applicable.

« Gestionnaire de voirie » : Le département de la Rénovation Urbaine, plus précisément le service Mobilité

fchargé, au sein de la commune, de recevoir les demandes de placement de bornes f.

« Installation » : tous les travaux à charge de l'opérateur tels que prévus dans la Règlementation applicable, pouvant concerner la mise en service d'une infrastructure de recharge, y inclus ses éventuels déplacements ou enlèvements, ainsi que le traitement des demandes d'installation de bornes de recharge par le public.

« Opérateur » : la personne morale ayant conclu une concession de service avec la Commune et/ou la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga et/ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale visant la fourniture, l'installation et/ou l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques conformément à la Règlementation applicable.

« Règlement » : le présent règlement communal du 18/02/2026 pour le déploiement sur les voiries communales de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques

« Règlementation applicable » : La Règlementation applicable comprend, sans que cette liste ne soit limitative, les différentes dispositions légales, réglementaires, administratives ou conventionnelles, de toute nature, notamment fiscale, sociale, technique ou écologique, en vigueur au moment où le présent Règlement est consulté, dont :

- La législation internationale, nationale et régionale applicable en matière de rechargement des véhicules électriques par le biais de bornes de rechargement sur la voirie ;
- La loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession
- La/les concessions de service que l'opérateur a signé avec la Commune et/ou la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga et/ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale, qui concernent entre autres la fourniture, l'installation et l'exploitation

d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques, en ce compris les spécifications techniques, règlements de procédures et autres annexes ;

- *Les dispositions établies par ou avec Sibelga en sa qualité le gestionnaire du réseau électrique, en ce compris les autorisations nécessaires devant être obtenues auprès de ce dernier;*
- *Le présent Règlement ;*
- *Tout autre Règlement communal applicable pouvant s'appliquer aux bornes et/ou d'infrastructures électriques pour le rechargement de véhicules électriques, en ce compris la réglementation urbanistique*
- *La permission de voirie octroyée en application du présent Règlement ;*
- *Les prescriptions techniques fixées par les services de la Commune.*

« Sibelga » : la SCRL Sibelga, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité et de gaz pour les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

« Permission de voirie » : l'autorisation délivrée en application du présent Règlement par le Collège des Bourgmestres et Echevins à l'opérateur respectant la Réglementation applicable ;

« Utilisateur » : toute personne désireuse d'effectuer ou effectuant ou ayant effectué la recharge de sa voiture électrique au moyen d'une borne de recharge accessible au public placée par l'opérateur ;

« Véhicule électrique » : le véhicule à moteur complètement ou partiellement électrique ;

« Voirie communale » : l'espace public qui dépend de la Commune et qui est situé sur son territoire.

Article 1 – Objet

Le présent Règlement a pour objet de définir les modalités de l'occupation de la voirie communale par un opérateur spécialement désigné par les autorités compétentes pour déployer une ou plusieurs borne(s) de recharge et infrastructure(s) de recharges pour véhicules électriques.

Article 2 – Permission de voirie

§1. Toute occupation de la voirie communale visée par le présent Règlement doit être préalablement autorisée par le Collège des Bourgmestres et Echevins par le biais d'une permission de voirie octroyée discrétionnairement.

§2. Une permission de voirie ne peut être octroyée qu'aux opérateurs ayant conclu une concession de service conformément à la Réglementation applicable.

§3. Les demandes de permission de voirie doivent être introduites auprès du gestionnaire de voirie conformément à la procédure définie dans la Réglementation applicable.

Les demandes doivent répondre aux prescriptions consacrées dans la Réglementation applicable à peine d'irrecevabilité. Toutes les autorisations et permis nécessaires à l'installation de la borne doivent être obtenus auprès des autorités compétentes, en ce compris les permis d'urbanisme.

§4. La permission de voirie est consentie pour la durée prévue dans la Réglementation applicable.

§5. Toute permission de voirie est personnelle et incessible, sauf accord préalable, exprès et écrit de la Commune dans la permission de voirie.

Article 3 – Obligations de l'opérateur pour l'occupation de la voirie

§1. L'occupation de la voirie communale par l'opérateur doit se faire conformément à la Réglementation applicable.

§2. Minimum 20 jours ouvrables avant le début de son chantier d'installation, l'opérateur préviendra le gestionnaire de voirie et le service communal en charge des travaux publics du début de ses travaux.

§3. Les frais de fourniture, d'installation et d'exploitation des bornes et infrastructures de recharge sont à la charge exclusive de l'opérateur.

Il supporte les frais liés à la consommation d'électricité conformément à la Réglementation applicable.

§4. L'opérateur se charge de demander et d'obtenir les autorisations nécessaires pour le placement des bornes et infrastructures de recharge, notamment auprès de Sibelga, conformément à la Réglementation applicable.

§5. L'opérateur se conformera aux conditions générales d'intervention sur l'espace public du territoire de la Commune, notamment les prescriptions établies par les services techniques (état des lieux si nécessaire, vérification des raccordements à l'égout si nécessaire ...).

§6. L'opérateur garantit que les bornes et infrastructures de recharges sont en tout temps opérationnels et en parfait état de fonctionnement, conformément aux prescriptions de la Réglementation applicable. Il veillera notamment à effectuer l'entretien et la maintenance technique

périodique et préventive des infrastructures de recharges.

§7. Lorsqu'une borne ou une infrastructure de recharge est défectueuse et complique au rend impossible son utilisation par les utilisateurs, l'opérateur s'engage à la réparer endéans les plus courts délais, nonobstant l'application de l'article 6§2 et §3 du présent Règlement. Si cela s'avère nécessaire, l'opérateur remplacera la borne ou l'infrastructure de recharge défectueuse.

L'opérateur prend également à sa charge de communiquer auprès des utilisateurs les délais endéans lesquels la borne ou l'infrastructure sera à nouveau opérationnelle, au moyen, par exemple, d'une affiche apposée sur la borne ou d'un avertissement à l'aide des moyens électroniques adéquats.

Aucune intervention de la Commune ne peut être exigée pour les réparations ou les remplacements effectués par l'opérateur, quelle que soit l'origine ou la cause de la défectuosité.

§8. L'opérateur veillera en tout temps à ce que l'infrastructure de recharge ne compromette pas la sécurité publique, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

L'opérateur doit notamment veiller, sans que cette liste ne soit limitative et nonobstant la Règlementation applicable, à ce que le bornes et infrastructures de recharges :

- n'obstruent pas le passage des véhicules de secours et des piétons ;
- n'affectent pas visibilité de la signalisation routière;
- ne compromettent pas l'accès ou la manœuvre d'une bouche d'incendie, d'une vanne du réseau de distribution d'eau ou d'un obturateur d'une canalisation de gaz, ainsi que l'accès et l'entretien des avaloirs ou de tout autre dispositif d'intérêt public ;
- soit maintenues en tout temps en parfait état de propreté, ce qui inclue le nettoyage de la borne et des alentours (y inclus l'enlèvement dans les plus brefs délais des tags et graffitis), de sorte qu'elles soient propres, complètes et opérationnelles, ainsi que la maintenance curative, c'est-à-dire le dépannage des infrastructures de recharge de sorte qu'elles soient disponibles en tout temps et permettant le service de recharge ;
- soient indiquées à l'aide de marquages conformément à la Règlementation applicable.

§9. Les zones de marquage au sol et les panneaux de signalisation verticale sont spécifiés dans la permission de voirie. Ils relèvent de la responsabilité de l'opérateur. Le marquage au sol et les panneaux de signalisation verticale doivent rester en permanence visibles et conformes aux prescriptions spécifiées dans la permission de voirie durant toute la durée de la permission.

Conformément à la permission de voirie L'opérateur doit assurer, à ses frais, leur installation, leur entretien régulier et procéder à leur modification si les autorités communales l'exigent.

Pour les projets d'installation de bornes sur des emplacements dédiés au stationnement réservé (notamment de voitures partagées et pour personnes handicapées), l'opérateur ne doit pas prévoir de nouveaux marquages.

§10. Toute publicité sur l'infrastructure de recharge est interdite. Seules les mentions relatives au nom de l'opérateur et au(x) sponsor(s) sont autorisées conformément à la Règlementation applicable. Les dimensions des mentions de l'ensemble des sponsors doivent être inférieures à la dimension du logo de l'opérateur.

La Commune pourra demander à l'opérateur de distribuer un toute boîte d'information aux riverains de la rue quelques jours avant le début de son chantier d'installation.

§11. L'opérateur est tenu de payer les taxes, les redevances ou les rétributions à la Commune conformément à la Règlementation applicable.

Article 4 – Obligations de la Commune pour l'occupation de la voirie

§1. La Commune s'engage à analyser les demandes de permission de voirie.

§2. La Commune s'engage à effectuer les modifications nécessaires aux Règlements de circulation.

§3. La Commune s'engage, dans la mesure du possible, à prévenir l'opérateur en cas de suspension de l'accès et/ou de l'exploitation conformément à l'article 6§2 du présent Règlement.

§4. La Commune s'engage à entrer en dialogue avec l'opérateur dans les cas prévus à l'article 6, §4 et §5.

Article 6 - Modification, suspension, enlèvement et déplacement des infrastructures de recharge

§1. L'opérateur ne pourra apporter aucune modification aux infrastructures de recharge sans autorisation écrite et préalable de la Commune.

§2. L'accès et/ou l'exploitation des bornes de recharge électrique pourront être suspendus temporairement en cas de :

- travaux sur la voirie,
- manifestations publiques sur la voirie
- ou plus généralement, tout évènement qui, par leur nature, leurs spécificités ou leur durée ne permettent pas un accès et une exploitation des bornes de recharge.

La Commune avertira l'opérateur avant tout évènement (travaux, animations, etc.) empêchant l'exploitation ou l'accès à une infrastructure de recharge en précisant la durée prévue de ladite suspension.

§3. Si la Commune l'exige, notamment pour des raisons relatives à la sécurité, la salubrité, la sûreté publique, liés à l'aménagement du territoire ou en cas de travaux sur la voirie, l'opérateur enlèvera à ses frais et dans les plus brefs délais les bornes et infrastructures de recharges concernées et se chargera de les réinstaller soit sur une nouvelle localisation autorisée, soit au même endroit après achèvement des travaux. A défaut, l'opérateur sera mis en demeure de les enlever. Si les bornes et infrastructures de recharges ne sont pas enlevées suite à la mise en demeure et endéans les délais précisés dans cette dernière, la Commune les enlèvera aux frais de l'opérateur.

§4. L'opérateur ne pourra prétendre à une quelconque indemnité, frais ou dommages et intérêts dans le chef de la Commune, lorsque l'accès et/ou l'exploitation des bornes et infrastructures est modifié ou suspendu, ou lorsque les bornes et infrastructures sont enlevées et/ou déplacées en application du présent article. L'opérateur ne pourra pas non plus exiger que la Commune mette en place une solution temporaire permettant un accès ou une exploitation des bornes et infrastructures de recharges.

Par exception au précédent article, dans le cas où le nombre de demandes d'enlèvement, déplacement, suppression ou suspension de plus de 6 mois d'usage d'une borne ou infrastructure de recharge reste, pour l'ensemble des permissions de voirie octroyées dans le cadre de la concession de bornes de recharge ouvertes au public sur les voiries communales, inférieures ou égales à 15% du nombre total de bornes sur voirie dans le cadre de la concession de service, l'opérateur ne pourra réclamer aucuns frais, dommages et intérêts ou indemnité auprès de la Commune pour l'enlèvement, le déplacement, la suppression ou la suspension d'usage d'une borne ou infrastructure de recharge. Si ce nombre venait à être dépassé au cours de la concession de bornes de recharge ouvertes au public, l'opérateur pourrait demander à la Commune et au signataire de la concession de service qu'une négociation ait lieu en vue de fixer de commun accord une indemnité ayant pour objectif de partager les frais encourus. Les changements d'affectation dont il est question à l'alinéa suivant ne sont pas repris dans la comptabilisation des 15% dont question dans le présent alinéa.

Ce nombre est porté à 20% lorsqu'il s'agit d'un changement d'affectation de la borne, à savoir que les bornes accessibles au public deviennent des bornes pour des véhicules partagées ou taxi ou autres, et vice versa, pendant la durée de la permission.

§5. En cas de suppression définitive d'une borne et/ou d'une infrastructure de recharge, la Commune s'engage à entrer en dialogue avec l'opérateur en vue de trouver un nouvel emplacement.

Article 7. Responsabilité et limitations de responsabilité

§1. L'opérateur doit être couvert par une assurance en responsabilité civile et par une assurance incendie de ses bornes et infrastructures de recharges. Il s'agit d'une condition suspensive à la permission de voirie.

§2. En cas de défectuosité ou de dégâts occasionnés à une borne ou infrastructure installée par l'opérateur, et pour autant que ces dégâts génèrent un danger pour les usagers de la voirie, l'opérateur est tenu d'y apposer une solution empêchant tout incident sans délai.

§3. L'opérateur veillera à ce que l'objet de sa borne ou de son infrastructure de recharge ne puisse ni nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique. Il est de sa responsabilité de vérifier qu'il dispose des assurances nécessaires.

L'opérateur engage sa responsabilité civile et professionnelle en tant que propriétaire, installateur et exploitant de ses bornes et infrastructures de recharge.

L'opérateur assumera seul la pleine responsabilité des dommages qui pourraient être causés à la Commune, pour quelque cause que ce soit, du fait de l'installation, de l'exploitation, à l'exclusion de la responsabilité exclusive des utilisateurs tiers.

§4. L'opérateur garantit par ailleurs la Commune de toute demande qui pourrait être formulée par des tiers et mettant en cause sa responsabilité, pour quelque cause que ce soit, pour des dommages causés du fait de l'installation, de l'exploitation, et/ou de l'enlèvement des bornes ou infrastructures.

Article 8 – Garantie de bonne exécution

§1. Pour couvrir les engagements contractés par l'opérateur envers la Commune, la Commune peut appeler en cas de manquement par l'opérateur au présent Règlement, à la première demande, la garantie de bonne exécution définie dans Règlementation applicable.

Article 9. Retrait de la permission de voirie

§1. La permission de voirie octroyée par le Collège des Bourgmestres et Echevins est par essence précaire et révocable, elle peut être retirée discrétionnairement et à tout moment.

§2. En cas de manquement par l'opérateur aux obligations que lui impose le présent Règlement ou la Règlementation applicable, la Commune mettra celui-ci en demeure par courrier de régulariser la situation dans un délai de 3 mois calendrier suivant le jour déterminé par la date de l'envoi de la mise en demeure.

Sans régularisation de l'opérateur dans le délai requis, la Commune peut immédiatement mettre un terme à la permission de voirie sans autre préavis.

Article 10 - Fin de la permission de voirie

§1. Au terme de la permission de voirie, l'opérateur est tenu d'enlever à ses frais, risques et périls les bornes et infrastructures de recharge ainsi que tous leurs accessoires, et de restituer le domaine public dans son pristin état, ou, en accord avec la Commune, de préparer la reprise des emplacements et des installations par un nouvel opérateur.

La Commune et l'opérateur fixeront de commun accord le délai d'enlèvement, étant entendu qu'à défaut d'accord, toutes les infrastructures de recharge devront être enlevées dans un délai de trois mois suivant l'échéance de la permission de voirie, sauf disposition contraire dans la Règlementation applicable.

§2. Si l'opérateur ne procède pas à l'enlèvement des bornes et infrastructures de recharge dans le délai visé ci-dessus, la Commune se réserve le droit de procéder elle-même à l'enlèvement aux frais, risques et périls de l'opérateur après mise en demeure préalable par courrier recommandé.

Article 11 – Litige et droit applicable

§1. Les parties s'engagent à ce que toute difficulté d'application de la présente permission soit solutionnée à l'amiable, dans l'esprit du texte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

DRU; Dienst Mobiliteit; Reglement voor de installatie van een netwerk van oplaadpunten voor elektrische voertuigen op de gemeentelijke wegen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node.

BESLIST HET VOLGENDE

Definities

“Laadpaal”: een in de grond verankerde elektrische installatie waarmee een elektrisch voertuig normaal of versneld kan worden opgeladen (inclusief de fysieke hardware die een of meer oplaadpunten bevat), conform de vereisten van de toepasselijke Regelgeving.

“Dienstenconcessie”: een concessie voor diensten ondertekend tussen een operator die conform de toepasselijke Regelgeving is aangeduid, en de Gemeente en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangewezen operator, met onder andere als doel het leveren, installeren en uitbaten van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de Gemeente of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met inbegrip van de technische specificaties, procedurereglementen, en andere documenten die aan deze dienstenconcessie zijn gehecht.

“Brief”: schrijven dat aangetekend is verzonden, of enig ander communicatiemiddel waarin de toepasselijke Regelgeving voorziet.

“Aanvraag”: een aanvraag die door de operator bij de gemeentelijke wegbeheerder is ingediend voor het plaatsen en uitbaten van publiekelijk toegankelijke laadinfrastructuur, met het oog op het bezetten van de gemeenteweg, overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

“Uitbating”: al de werkzaamheden ten laste van de operator met het oog op het leveren van de door hem geïnstalleerde publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur. De uitbating omvat het onderhoud (bv. periodiek preventief technisch onderhoud en reiniging, met inbegrip van het verwijderen van

graffiti), de herstelling van de geïnstalleerde en in werking gestelde oplaadinfrastructuur, alsmede de inning en eventuele herverdeling van de bedragen die worden geïnd in het kader van het uitrollen van de laadpalen overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

“Wegbeheerder”: Het departement Stadsvernieuwing, meer bepaald de dienst Mobiliteit, binnen de gemeente belast met het ontvangen van aanvragen voor de plaatsing van laadpalen.

“Installatie”: alle werkzaamheden ten laste van de operator, zoals voorzien in de toepasselijke Regelgeving, die betrekking kunnen hebben op de indienststelling van oplaadinfrastructuur, met inbegrip van de eventuele verplaatsing of verwijdering daarvan, alsook de behandeling van aanvragen voor het installeren van laadpalen door het publiek.

“Operator”: de rechtspersoon die met de Gemeente en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangeduide operator een dienstenconcessie heeft gesloten voor de levering, de installatie en/of de uitbating van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

“Reglement”: het huidige gemeentereglement van 18/02/2026 voor het uitrollen, langs de gemeentewegen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, van een netwerk van oplaadpunten voor elektrische voertuigen

“Toepasselijke Regelgeving”: De toepasselijke Regelgeving omvat, maar is niet beperkt tot, de diverse wettelijke, regelgevende, administratieve of conventionele bepalingen, van welke aard dan ook, maar met name van fiscale, sociale, technische of ecologische aard, die van kracht zijn op het moment dat het huidige Reglement wordt geraadpleegd, waaronder:

- De internationale, nationale en gewestelijke wetgeving die geldt voor het opladen van elektrische voertuigen met laadpalen langs de weg;
- De wet van 17 juni 2016 betreffende concessieovereenkomsten, de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten
- De dienstenconcessie(s) die de operator heeft gesloten met de Gemeente en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangeduide operator, die onder meer betrekking hebben op de levering, de installatie en de uitbating van openbaar toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen, met inbegrip van de technische specificaties, procedurevoorschriften en andere bijlagen ;
- De bepalingen opgesteld door of met Sibelga in diens hoedanigheid van beheerder van het elektriciteitsnet, met inbegrip van de nodige toelatingen die van deze laatste moeten worden verkregen;
- Onderhavig Reglement;
- Elk ander toepasselijk Gemeentereglement dat van toepassing kan zijn op de laadpalen en/of de elektrische infrastructuur voor het opladen van elektrische voertuigen, met inbegrip van stedenbouwkundige voorschriften;
- De krachtens dit Reglement verleende wegvergunningen;
- De technische voorschriften die door de diensten van de Gemeente zijn bepaald.

“Sibelga”: de CVBA Sibelga, de distributienetbeheerder voor elektriciteit en aardgas voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

“Wegvergunning”: de vergunning die op grond van dit Reglement door het College van Burgemeesters en Schepenen wordt afgegeven aan de operator die de toepasselijke Regelgeving naleeft;

“Gebruiker”: elke persoon die zijn of haar elektrische auto wil opladen, oplaadt of heeft opgeladen aan een publiekelijk toegankelijk laadpaal die door de operator werd geplaatst;

“Elektrisch voertuig”: een geheel of gedeeltelijk elektrisch voertuig;

“Gemeenteweg”: de openbare ruimte die afhangt van de Gemeente en die zich op haar grondgebied bevindt.

Artikel 1 – Doel

Onderhavig Reglement heeft als doel de modaliteiten te bepalen voor het bezetten van de gemeenteweg door een operator die speciaal door de bevoegde autoriteiten is aangeduid om een of meer laadpalen en oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen te installeren.

Artikel 2 – Wegvergunning

§1. Elke bezetting van de gemeenteweg die bedoeld wordt door dit Reglement, moet vooraf door het College van Burgemeesters en Schepenen toegelaten worden door een wegvergunning die zij discretionair kunnen toekennen.

§2. Een wegvergunning mag alleen worden verleend aan operatoren die een dienstenconcessie hebben gesloten conform de toepasselijke Regelgeving.

§3. Aanvragen tot het verkrijgen van een wegvergunning moeten worden ingediend bij de wegbeheerder conform de procedure die is uiteengezet in de toepasselijke Regelgeving.

Aanvragen moeten voldoen aan de voorschriften van de toepasselijke Regelgeving, zoniet worden zij als onontvankelijk beschouwd. Alle toelatingen en vergunningen die noodzakelijk zijn voor de installatie van de laadpaal, met inbegrip van stedenbouwkundige vergunningen, moeten bij de bevoegde autoriteiten worden aangevraagd.

§4. De wegvergunning wordt toegekend voor de duur die is bepaald in de toepasselijke Regelgeving.

§5. Alle wegvergunningen zijn persoonlijk en niet overdraagbaar, tenzij de gemeente hiertoe vooraf haar uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming heeft gegeven in de wegvergunning.

Artikel 3 – Verplichtingen van de operator voor het bezetten van de weg

§1. Het bezetten van de gemeenteweg door de operator dient te gebeuren conform de toepasselijke Regelgeving.

§2. Ten minste 20 werkdagen vóór de opstart van de werf zal de operator de wegbeheerder en de dienst openbare werken van de Gemeente op de hoogte brengen van de aanvang van de werkzaamheden.

§3. De kosten voor het leveren, installeren en uitbaten van de laadpalen en de laadinfrastructuur zijn uitsluitend ten laste van de operator.

De operator draagt de kosten van het elektriciteitsverbruik, conform de toepasselijke Regelgeving.

§4. De operator is verantwoordelijk voor het aanvragen en verkrijgen van de nodige toelatingen voor de plaatsing van laadpalen en laadinfrastructuur; met name bij Sibelga, conform de toepasselijke Regelgeving.

§5. De operator dient zich te houden aan de algemene voorwaarden tot interventie in de publieke ruimte op het grondgebied van de Gemeente, en met name aan de voorschriften die zijn opgesteld door de technische diensten (plaatsbeschrijving indien nodig, controle van de aansluitingen op het rioleringsnet indien nodig, enz.).

§6. De operator garandeert dat de laadpalen en de oplaadinfrastructuur te allen tijde functioneren en in perfecte staat verkeren, conform de voorschriften van de toepasselijke Regelgeving. De operator zal met name instaan voor het periodiek en preventief technisch onderhoud van de oplaadinfrastructuur.

§7. Wanneer een laadpaal of oplaadpunt defect is en dit het gebruik ervan door de gebruikers bemoeilijkt of onmogelijk maakt, verbindt de operator zich ertoe dit zo spoedig mogelijk te herstellen, niettegenstaande de toepassing van artikel 6§2 en §3 van onderhavig Reglement. Indien nodig vervangt de operator de defecte laadpaal of het defecte oplaadpunt.

De operator is eveneens verantwoordelijk voor het informeren van de gebruikers over de termijn waarbinnen de laadpaal of het oplaadpunt weer operationeel zal zijn, bijvoorbeeld door middel van een affiche aangebracht op de laadpaal of een waarschuwing verstuurd met de passende elektronische middelen.

Er kan geen tussenkomst van de Gemeente gevraagd worden voor herstellingen of vervangingen uitgevoerd door de operator, ongeacht de oorsprong of de oorzaak van het defect.

§8. De operator zorgt er te allen tijde voor dat de oplaadinfrastructuur geen gevaar oplevert voor de openbare veiligheid, de rust, de gezondheid of de openbare netheid.

De operator zal er met name op toezien, zonder dat deze lijst limitatief is en onverminderd de toepasselijke Regelgeving, dat de laadpalen en de oplaadinfrastructuur:

- de doorgang van voertuigen van hulpdiensten en voetgangers niet belemmeren;
- de zichtbaarheid van verkeersborden niet verhinderen;
- de toegang tot of het gebruik van een brandkraan, een klep van het waterdistributienet, of een afsluiter van een gasleiding niet hinderen. Ook de toegang tot en het onderhoud van straatkolken of andere voorzieningen van algemeen nut mogen niet gehinderd worden door de oplaadinfrastructuur;

- zich te allen tijde in perfecte staat bevinden op het vlak van reinheid. Dit houdt in dat de laadpaal en de omgeving ervan worden schoongemaakt (met inbegrip van het zo spoedig mogelijk verwijderen van markeringen en graffiti), zodat deze schoon, volledig en operationeel zijn. De operator staat eveneens in voor het curatieve onderhoud, m.a.w. de herstelling van de oplaadinfrastructuur, zodat deze te allen tijde beschikbaar is en de oplaaddienst verleend kan worden ;
- worden aangeduid door middel van markeringen overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving .

§9. De zones met de grondmarkeringen en de verticale signalisatie worden gespecificeerd in de wegvergunning. Deze vallen onder de verantwoordelijkheid van de operator. De grondmarkeringen en verticale signalisatie moeten permanent zichtbaar blijven en conform de voorschriften van de wegvergunning zijn, en dit gedurende de volledige duurtijd van de vergunning .

Conform de wegvergunning moet de operator op eigen kosten instaan voor de plaatsing en het regelmatige onderhoud ervan, evenals voor het uitvoeren van aanpassingen hieraan indien de gemeentelijke overheden dit vragen.

Voor projecten waarbij laadpalen worden geplaatst op specifieke parkeerplaatsen (bv. parkeerplaatsen voor autodelen of mindervaliden) dient de operator geen nieuwe grondmarkeringen te voorzien.

§10. Elke vorm van reclame op de oplaadinfrastructuur is verboden. Alleen de naam van de operator en de sponsor(s) zijn toegestaan conform de toepasselijke Regelgeving. De afmetingen van de aanduidingen voor alle sponsors samen moeten kleiner zijn dan de afmetingen van het logo van de operator.

De Gemeente kan de operator vragen om enkele dagen voor het begin van de werkzaamheden een informatiebrochure te verspreiden bij de buurtbewoners in de straat.

§11. De operator is gehouden tot het betalen van de belastingen, heffingen of retributies aan de Gemeente overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

Artikel 4 – Verplichtingen van de Gemeente voor het bezetten van de weg

§1. De Gemeente verbindt zich ertoe de aanvragen tot het verkrijgen van een wegvergunningen te analyseren.

§2. De Gemeente verbindt zich ertoe de nodige wijzigingen aan te brengen in het Verkeersreglement.

§3. De Gemeente verbindt zich ertoe, in de mate van het mogelijke, de operator op de hoogte te brengen in geval van schorsing van de toegang en/of de uitbating overeenkomstig artikel 6§2 van dit Reglement.

§4. De Gemeente verbindt zich ertoe in dialoog te treden met de operator in de gevallen zoals bedoeld in artikel 6, §4 en §5.

Artikel 6 - Wijziging, schorsing, verwijdering en verplaatsing van de oplaadinfrastructuur

§1. De operator mag geen wijzigingen aan de oplaadinfrastructuur aanbrengen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Gemeente.

§2. De toegang tot en/of de uitbating van de elektrische oplaadpunten kan tijdelijk worden geschorst in geval van:

- werken op de weg,
- openbare manifestaties op de weg,
- of, meer in het algemeen, elke gebeurtenis die door haar aard, bijzonderheid of duur de toegang tot en de uitbating van de oplaadpunten onmogelijk maakt.

De Gemeente brengt de operator op de hoogte van elke gebeurtenis (werken, evenementen, enz.) die de uitbating van of de toegang tot een oplaadinfrastructuur verhindert, met vermelding van de verwachte duur van die schorsing.

§3. Indien de Gemeente dit vraagt, met name om redenen die verband houden met de veiligheid, de gezondheid, de openbare veiligheid, de ruimtelijke ordening, of in geval van wegwerkzaamheden, zal de operator de infrastructuur in kwestie op eigen kosten en zo spoedig mogelijk verwijderen, en zal hij de infrastructuur opnieuw installeren, hetzij op een nieuw toegestane plaats, hetzij op dezelfde plaats na voltooiing van de werkzaamheden. Indien de operator dit niet doet, zal hij in gebreke worden gesteld en aangemaand worden om de laadpalen te verwijderen. Indien de laadpalen en de oplaadinfrastructuur na de ingebrekestelling en binnen de daarin gestelde termijnen niet worden verwijderd, zal de Gemeente deze verwijderen op kosten van de operator.

§4. De operator kan van de Gemeente geen vergoeding, kosten of schadevergoeding eisen wanneer de

toegang tot en/of het gebruik van de laadpalen en oplaadinfrastructuur gewijzigd of geschorst wordt, of wanneer de laadpalen en oplaadinfrastructuur verwijderd en/of verplaatst worden krachtens dit artikel. Evenmin mag de operator van de Gemeente verlangen dat zij een tijdelijke oplossing voorziet die toegang tot of uitbating van de laadpalen en oplaadinfrastructuur mogelijk maakt.

In afwijking van het vorige artikel; indien het aantal aanvragen tot verwijdering, verplaatsing, afschaffing of schorsing van een laadpaal of oplaadpunt voor een periode langer dan 6 maanden, voor de totaliteit van de wegvergunningen toegekend in het kader van de concessie van publiekelijk toegankelijke laadpalen op de gemeentewegen van de Gemeente, minder blijft dan of gelijk is aan 15% van het totale aantal laadpalen op de weg in het kader van de dienstenconcessie, kan de operator geen kosten, schadevergoeding, interesten of compensatie eisen van de Gemeente voor de verwijdering, verplaatsing, afschaffing of schorsing van het gebruik van een laadpaal of oplaadpunt. Indien dit aantal tijdens de looptijd van de concessie van publiekelijk toegankelijke oplaadpalen wordt overschreden, kan de operator aan de Gemeente en de ondertekenaar van de dienstenconcessie vragen om onderhandelingen op te starten teneinde in onderling overleg een vergoeding te bepalen met als doel de opgelopen kosten te delen. Met wijzigingen van bestemming, waarvan sprake in het volgende lid, wordt geen rekening gehouden voor de berekening van de in onderhavig lid vernoemde 15%.

Dit aantal zal 20% bedragen in geval van wijziging van bestemming van de laadpaal; namelijk dat publiekelijk toegankelijke laadpalen, tijdens de looptijd van de vergunning, laadpalen worden voor deelauto's of taxi's of andere voertuigen, en vice versa.

§5. In geval van definitieve verwijdering van een laadpaal en/of oplaadpunt, verbindt de Gemeente zich ertoe in dialoog te treden met de operator met het oog op het vinden van een nieuwe locatie.

Artikel 7. Aansprakelijkheid en beperking van aansprakelijkheid

§1. De operator moet voor zijn laadpalen en oplaadinfrastructuur gedekt zijn door een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering en een brandverzekering. Dit is een opschortende voorwaarde voor de wegvergunning.

§2. In geval van defecten of schade aangebracht aan de door de operator geïnstalleerde apparatuur, en indien deze schade de weggebruikers in gevaar brengt, is de operator verplicht hier onverwijld een oplossing voor te vinden, teneinde elk incident uit te sluiten.

§3. De operator zorgt ervoor dat zijn laadpaal of oplaadinfrastructuur geen schade kan toebrengen aan anderen, en de openbare veiligheid, de rust, de gezondheid en de openbare netheid niet kan aantasten. Het is zijn verantwoordelijkheid om na te gaan of hij over de noodzakelijke verzekeringen beschikt.

De operator is burgerlijk en professioneel aansprakelijk als eigenaar, installateur en uitbater van zijn laadpalen en oplaadinfrastructuur.

De operator is als enige volledig aansprakelijk voor alle schade die, om welke reden dan ook, aan de Gemeente kan worden toegebracht als gevolg van de installatie en de uitbating, met uitzondering van schade waarvoor uitsluitend derde gebruikers aansprakelijk zijn.

§4. De operator vrijwaart de Gemeente ook tegen alle aanspraken van derden die, om welke reden dan ook, de aansprakelijkheid van de Gemeente invoeren voor schade die is veroorzaakt door de installatie, de uitbating en/of de verwijdering van de laadpalen of infrastructuur.

Artikel 8 – Uitvoeringswaarborg

§1. Om de engagementen te dekken die de operator ten overstaan van de Gemeente is aangegaan, kan de Gemeente, in geval van niet naleving van de operator van onderhavig Reglement op eerste verzoek, beroep doen op de uitvoeringswaarborg bepaald in de toepasselijke Regelgeving.

Artikel 9. Intrekking van de wegvergunning

§1. Aangezien de wegvergunning in wezen precair en herroepelijk is, kan deze vergunning discretionair en te allen tijde door het College van Burgemeesters en Schepenen worden ingetrokken.

§2. Indien de operator de verplichtingen niet nakomt die opgelegd worden door onderhavig Reglement of de toepasselijke Regelgeving, zal de Gemeente de operator per aangetekend schrijven in gebreke stellen en aanmanen om de situatie te regulariseren binnen een termijn van 3 kalendermaanden vanaf de dag die volgt op het versturen van de ingebrekestelling.

Indien de operator de situatie niet binnen de gestelde termijn regulariseert, kan de Gemeente de wegvergunning zonder verdere kennisgeving onmiddellijk intrekken.

Artikel 10 - Einde van de vergunning

§1. Na afloop van deze vergunning is de operator verplicht de oplaadinfrastructuur met alle toebehoren op eigen kosten en risico te verwijderen en het openbaar domein in zijn oorspronkelijke staat terug te brengen, of, in overleg met de Gemeente, de overname van de locatie en installaties door een nieuwe operator voor te bereiden.

De Gemeente en de operator bepalen in onderling overleg de termijn voor de verwijdering, met dien verstande dat indien er geen akkoord wordt gevonden alle oplaadinfrastructuur binnen de drie maanden na het verstrijken van de vergunning moet zijn verwijderd, tenzij anders bepaald in de toepasselijke Regelgeving.

§2. Indien de operator de laadpalen en oplaadinfrastructuur niet binnen de bovenvermelde termijn verwijdert, heeft de Gemeente het recht deze zelf te verwijderen op kosten en risico van de operator na het versturen van een voorafgaande ingebrekestelling per aangetekende brief.

Artikel 11 – Geschil en toepasselijk recht

§1. De partijen verbinden zich ertoe eventuele moeilijkheden bij de toepassing van deze vergunning in der minne en in de geest van deze tekst te regelen .

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

4 Département Rénovation Urbaine ; Cellule Mobilité ; Approbation de la Convention entre Sibelga et la commune de Saint-Josse-ten-Noode (gestionnaire de voirie) mettant en œuvre le tarif rotation des bornes de recharge électrique

Décide :

- *D'approuver la convention entre Sibelga et la commune de Saint-Josse-ten-Noode (gestionnaire de voirie) mettant en œuvre le tarif de rotation ;*
- *De charger le Bourgmestre et le Secrétaire communal à réaliser, au nom du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature de la convention;*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Dienst Stadsvernieuwing ; Cel Mobiliteit ; Goedkeuring van de Overeenkomst tussen Sibelga en de gemeente Sint-Joost-ten-Node (wegbeheerder) tot uitvoering van het rotatietarief van elektrische oplaadpunten

Besluit :

- *de overeenkomst tussen Sibelga en de gemeente Sint-Joost-ten-Node (wegbeheerder) tot uitvoering van het rotatietarief goed te keuren ;*
- *de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse te belasten met de uitvoering, namens het College van Burgemeester en Schepenen, van alle bijbehorende handelingen, waaronder, maar niet beperkt tot, de ondertekening van de overeenkomst ;*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

Tableau tarif rotatif.pdf, Tabel rotatietarief.pdf, 2026-02-18 Convention mettant en oeuvre le tarif de rotation_V3_Sibelga-communes_FR-1.pdf, 2026-02-18 Convention mettant en oeuvre le tarif de rotation_V3_Sibelga-communes_NL 06022026.fin.docx-1.pdf, 2024.09.07 Convention mettant en

5 Service Rénovation Urbaine ; Politique de soutien à la mise en œuvre des Contrats de rénovation urbaine ; Approbation de l'avenant à la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et fixation des modalités de subvention pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026.

Décide :

- 1. D'approuver l'avenant à la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relatif à la politique de soutien à la mise en œuvre des contrats de rénovation urbaine pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, octroyant une subvention d'un montant de 29.005,00 € ;*
- 2. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, de signer l'avenant précité et de procéder à toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente décision, notamment l'introduction des déclarations de créance*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Dienst Stadsvernieuwing ; Ondersteuningsbeleid voor de uitvoering van de stadsvernieuwingscontracten ; Goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en vaststelling van de subsidievoorwaarden voor de periode van 1 april 2025 tot 31 maart 2026.

Beslist :

- 1. de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node betreffende het Ondersteuningsbeleid voor de uitvoering van de stadsvernieuwingscontracten voor de periode van 1 april 2025 tot 31 maart 2026 goed te keuren, waarbij een subsidie van 29.005,00 € wordt toegekend ;*
- 2. het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, te belasten met de ondertekening van bovengenoemd aanhangsel en met het nemen van alle nodige maatregelen voor de uitvoering van dit besluit, met name het indienen van de schuldvorderingen.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2026-01-15 Avenant a la convention version FR.pdf, 2026-01-15 Avenant à la convention version NL.pdf, 2025-12-18 Notification 1 avril 2025 à 31 mars 2026.pdf, 2025-12-11 Arrêté du Gouvernement.pdf

6 Régie communale autonome ; Démission d'un administrateur et désignation d'un administrateur.

Le point est reporté.

25 votants : 25 votes positifs.

Autonome gemeentelijke regie ; Ontslag van een bestuurder en benoeming van een bestuurder.

Het punt wordt verdaagd.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

M. JABOUR Mohammed informe l'assemblée que nous avons reçu, en date du 22 février 2026, un courrier de M. Christian DOAT par lequel il présente sa démission tant de son mandat de Président que de celui d'administrateur.

Il est dès lors proposé :

- de modifier l'intitulé du point 6 comme suit : « Régie communale autonome – Démission d'un administrateur et désignation d'un administrateur » ;
- de supprimer l'ensemble des développements relatifs à la révocation et de les remplacer par les éléments actant la démission.

Dhr. JABOUR Mohammed informe de la vergadering dat wij op 22 februari 2026 een brief hebben ontvangen van Dhr. DOAT Christian, waarin hij zijn ontslag uit zowel zijn functie als voorzitter als uit die van administrator aanbiedt.

Daarom wordt voorgesteld:

- de titel van punt 6 te wijzigen als volgt: "Autonome gemeentelijke instelling – Ontslag van een administrator en benoeming van een administrator";
- alle ontwikkeling met betrekking tot de herroeping te schrappen en deze te vervangen door elementen die het ontslag vastleggen.

3 annexes / 3 bijlagen

Conseil désignation 28 04 2025.pdf, Annexe.pdf, RCA_statuts version finale CA du 25.02.2021 CA revu par CA du 07.06.2022 - version pdf.pdf

7 Bien immeuble sis place Quetelet, 2 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; décision d'aliénation définitive.

Décide :

- *De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immeuble sis place Quetelet, 2 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, 1ère division, section 21014 A 0504/00M010 P, pour un prix établi à partir de 755.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.*
- *De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, à partir du 01/04/2026. Si le Collège décide de recourir à la plateforme notariale en ligne BIDDIT pour la mise en vente dudit bien, conformément à l'article 15 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme BIDDIT.*
- *D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 17 votes positifs, 8 abstentions.

Abstentions : Philippe Boïketé, Pascal Lemaire, Halit Akkas, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Filip Huyghe, Aynur Ünver, Yanti Vermeulen.

Betreft : Onroerend goed gelegen Queteletplein 2 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ; beslissing tot definitieve vervreemding.

Beslist :

- een besluit te nemen tot definitieve vervreemding van het onroerend goed gelegen Queteletplein 2 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd te Sint-Joost-ten-Node, 1ste afdeling, sectie 21014 A 0504/00M010 P, voor een prijs vastgesteld vanaf 755.000 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit;
- de termijn van 30 dagen vast te stellen waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019 zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, vanaf 01/04/2026. Indien het College beslist om gebruik te maken van het online notariële platform BIDDIT voor de verkoop van het genoemde onroerend goed, overeenkomstig artikel 15 van het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, zal deze termijn worden aangepast overeenkomstig de procedure van het BIDDIT-platform ;
- het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop uit te voeren waaronder, niet exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 17 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Onthoudingen : Philippe Boïketé, Pascal Lemaire, Halit Akkas, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Filip Huyghe, Aynur Ünver, Yanti Vermeulen.

1 annexe / 1 bijlage

Rapport d'estimation CAIR.pdf

8 Bien immeuble sis rue Pierre Van Obberghen, 87-89 à 1140 Evere ; décision d'aliénation définitive.

Décide :

- De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immeuble sis rue Pierre Van Obberghen, 87-89 à 1140 Evere, cadastré à 21006A0390/00V000 pour un prix établi à partir de à 1.587.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.
- De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, à partir du 01/05/2026. Si le Collège décide de recourir à la plateforme notariale en ligne BIDDIT pour la mise en vente dudit bien, conformément à l'article 15 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme BIDDIT.
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

Onroerend goed gelegen Pieter Van Obberghenstraat 87-89 te 1140 Evere ; beslissing tot definitieve vervreemding.

Beslist :

- een besluit te nemen tot definitieve vervreemding van het onroerend goed gelegen Pieter Van Obberghenstraat 87-89 te 1140 Evere, gekadastraerd 21006A0390/00V000, voor een prijs vastgesteld vanaf 1.587.000 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit ;

- de termijn van 30 dagen vast te stellen waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019 zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, vanaf 01/05/2026. Indien het College beslist om gebruik te maken van het online notariële platform BIDDIT voor de verkoop van het genoemde onroerend goed, overeenkomstig artikel 15 van het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, zal deze termijn worden aangepast overeenkomstig de procedure van het BIDDIT-platform ;

- het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop uit te voeren waaronder, niet exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte, alsook de praktische modaliteiten van de verkoop vast te stellen, met inbegrip van de mogelijkheid om het goed in verschillende percelen op te splitsen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Rapport CAIR.pdf

9 Enseignement secondaire; Lycée communal Guy Cudell; Plan de pilotage / contrat d'objectifs; Adaptations suite aux recommandations du DCO

Décision d'approuver les adaptations au plan de pilotage du Lycée communal Guy Cudell pour les années scolaires de août 2026 à juillet 2031, ce suite aux recommandations du DCO, en vue de sa mise en œuvre officielle en contrat d'objectifs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

5 annexes / 5 bijlagen
Plan_Pilotage_Fase_390_Dec 2025 (002).pdf, Mails Conseil de Participation - Avis PDP LGC.pdf, Plan de formation 2025 à 2031 corrigé décembre 25 (002).pdf, Mails COPALOC - Avis Pdp LGC.pdf, Reformulation et causes racines PdP Lycée Guy Cudell.pdf

Saïd Benhammou quitte la séance / verlaat de zitting.

10 Nederlandstalige Onderwijs; verlenging van de huidige scholengemeenschap 2026 - 2032.

Beslissing de scholengemeenschap GROOT-BOS-AAN-ZEE te verlengen 2026 - 2032.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen
huishoudelijk reglement 2026-2032.pdf, Protocol 2026-2032.pdf, Overeenkomst scholengemeenschap 2026-2032.pdf

11 Nederlandstalig Onderwijs; Brede School; Addendum bij het convenant Brede School 2024-2025-2026.

Beslissing het addendum bij het convenant Brede School 2024-2025-2026 om de overeenkomst te verlengen tot 31 december 2026 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Addendum bij het convenant brede school Sint-Joost-ten-Node-2.pdf

12 Gemeentelijk cultuurbeleidsplan 2026 - 2031, overeenkomst met de VGC, goedkeuring.

Beslissing om de overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en de VGC voor het lokaal cultuurbeleid voor de periode 2026 -2031 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

overeenkomst LCB -2.pdf

Saïd Benhammou entre en séance / treedt in zitting.

13 Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

Prise de connaissance des décisions du Collège prises en application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend connaissance.
25 votants : 25 votes positifs.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Kennisneming van de beslissingen van het College genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad neemt kennis.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Info Collège 03.02.2026.pdf, Info Conseil - Collège 27.01.2026.pdf, Info Conseil - Collège 10.02.2026.pdf

14 Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.

Prend connaissance des décisions du Collège prises en application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale et décide d'approuver les dépenses.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Neemt kennis van de Collegebeslissingen genomen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe gemeentewet en keurt de uitgaven ervan goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
Collège 10.02.2026.pdf*

15 Motion visant à réduire le nombre d'échevins pour des raisons d'économie budgétaire déposée par le groupe Ecolo-Groen - report du 28/01/2026

La motion est rejetée.

Le point est rejeté.
25 votants : 7 votes positifs, 17 votes négatifs, 1 abstention.

*Non : Emir Kir, Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, Halil Disli, Hatice Özlücanbaz, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Seydi Aktas, Matchozi Stéphanie Ngongo, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Saïd Benhammou, Moustafa Daoud.
Abstention : Aynur Ünver.*

Motie tot vermindering van het aantal schepenen omwille van budgettaire besparingen, ingediend door de groep Ecolo-Groen - uitstel van 28/01/2026

De motie is verworpen.

Het punt wordt verworpen.
25 stemmers : 7 positieve stemmen, 17 negatieve stemmen, 1 onthouding.

*Nee : Emir Kir, Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, Halil Disli, Hatice Özlücanbaz, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Seydi Aktas, Matchozi Stéphanie Ngongo, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Saïd Benhammou, Moustafa Daoud.
Onthouding : Aynur Ünver.*

*1 annexe / 1 bijlage
Motion visant à réduire le nombre d.pdf*

16 Le Bilan des chèques vétérinaire ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale.- report du 28/01/2026

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

- 17 **Lutte contre la fracture numérique à Saint-Josse : quelles actions pour quels résultats ? ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal.- report du 28/01/2026**

Le point est reporté.

1 annexe / 1 bijlage

Lutte contre la fracture numérique à Saint.pdf

- 18 **La suppression des interventions du service de maintenance locative et ses conséquences pour les locataires communaux ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal.- report du 28/01/2026**

Le point est reporté.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe BOIKETE sur la suppression des interventions du service de maintenance locative et ses conséquences pour les locataires communaux.pdf

- 19 **Opérations de propreté publique, bilan et perspectives ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal.- report du 17/12/2025- report du 28/01/2026**

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Bilan des actions de propreté publique à Saint.pdf

- 20 **Renforcement du soutien communal aux familles à Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme ÖZLUCANBAZ Hatice, Conseillère communale.- report du 17/12/2025- report du 28/01/2026**

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Renforcement du soutien communal aux familles à Saint.pdf

- 21 **Sensibilisation sur le Marché de la Place Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. AKTAS Seydi, Conseiller communal.- report du 28/01/2026**

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Sensibilisation sur le Marché de la Place Saint.pdf

22 Vernieuwing NL-talige cultuurraad ; Interpellatie ingediend door Mevr. NGONGO Stéphanie, Gemeenteraadslid.- uitstel van 28/01/2026

De interpellatie wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Vernieuwing NL interpellatie Mev Ngongo.pdf

23 Le bilan des primes de naissance communales ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale.

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela relative au bilan des primes de naissance communales.pdf

24 L'installation d'un nouveau distributeur de billets dans le quartier de la Place Houwaert ; Interpellation introduite par M. BENHAMMOU Saïd, Conseiller communal.

Le point est reporté.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M. Benhammou.pdf

25 Les initiatives de solidarité et de partage durant le mois de Ramadan à Saint-Josse-ten-Noode ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal.

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M. Luahabi.pdf

- 26 **Les rencontres citoyennes à Saint-Josse-ten-Noode ; Interpellation introduite par M. SMAHI Mouhad, Conseiller communal.**

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M. Smahi.pdf

- 27 **Interpellation de soutien relative à l'exposition urbaine « Ciné St-Josse » et à la valorisation du patrimoine culturel de Saint-Josse, introduite par M. GÖKBURUN Ismail, Conseiller communal. (Complémentaire)**

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation M. Gökburun.pdf

- 28 **Interpellations relatives à l'antenne communale de proximité du quartier Nord :**
- **Le renforcement de la présence communale et de la cohésion sociale dans le Quartier Nord ; Interpellation introduite par M. BASSAMBI Yves, Conseiller communal ;**
- **Les questions de confidentialité, de sécurité et de légalité que soulève l'ouverture de l'antenne dans le Quartier Nord ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal ;**
- **La mobilisation du personnel pour l'ouverture de l'antenne dans le Quartier Nord ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal ;**
- **L'accessibilité de la nouvelle antenne communale – Rue Verte 51 ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal. (Complémentaire)**

Le Conseil prend connaissance.

4 annexes / 4 bijlagen

Interpellation+du+Conseiller+communal+Philippe+Boïketé+sur+les+questions+de+confidentialité .pdf, IP EK Renforcement de la présence communale et de la cohésion sociale dans le Quartier Nord.pdf,

Interpellation+du+Conseiller+communal+Philippe+Boïketé+sur+la+mobilisation+du+personnel+pour+l.pdf, Question+M.+Mouhssin.pdf

Halit Akkas quitte la séance / verlaat de zitting.

Yanti Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting.

Moustafa Daoud quitte la séance / verlaat de zitting.

- 29 **Vers un développement durable du jardin de la biodiversité à Saint -Josse-ten-Noode ; Interpellation introduite par Mme MHADI Malika, Conseillère communale. (Complémentaire)**

Le Conseil prend connaissance.

30 Le bus communal souvent en panne ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

Le Conseil prend connaissance.

31 Une procédure automatisée et transparente de délivrance des fiches de paie ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

Le Conseil prend connaissance.

32 La politique communale en matière d'activité complémentaire ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

Le Conseil prend connaissance.

33 Les 20 places supplémentaires au parking Moulin ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

Le Conseil prend connaissance.

34 La suppression de la vidéo du Conseil communal ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

Le point est retiré de l'ordre du jour.
22 votants : 22 votes positifs.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur la suppression de la vidéo du Conseil communal.pdf

35 Les conditions des travailleurs chargés de la vidange des corbeilles publiques ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur les conditions des travailleurs chargés de la vidange des corbeilles publiques.pdf

36 La mise en oeuvre à Saint-Josse de l'accord sectoriel 2021/01 ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

L'interpellation est convertie en question écrite.

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur la mise en œuvre à Saint.pdf

37 Guide du Manger et Boire à Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme KASKO Sofia, Conseillère communale.- (Complémentaire)

Le Conseil prend connaissance.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de la Conseillère communale KASKO Sofia.pdf

Levée de la séance à 23:00
Opheffing van de zitting om 23:00

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaresse,

Le Président,
De Voorzitter,

Marie-Rose Laevers

Hatice Özlücanbaz